



Tribune de Genève le 16.01.2019

Les Cherpines misent sur une maison de santé pionnière

Société Des médecins effectuent une radiographie de la population pour identifier les besoins du futur quartier.



La commune de Plan-les-Ouates et les promoteurs du périmètre se sont associés pour lancer les études préalables.
Image: LAURENT GUIRAUD

C'est un centre de soins d'un genre nouveau qui verra le jour dans le futur quartier des Cherpines. Des services médicaux et des prestations sociales seront réunis sous le même toit avec un guichet unique. La commune de Plan-les-Ouates et les

promoteurs du périmètre se sont associés pour lancer les études préalables. L'ouverture est prévue dans les cinq prochaines années.

Aucun lieu de ce type n'existe aujourd'hui à Genève. Mais la tendance est dans l'air. Plusieurs projets sont en discussions. Le Canton souhaite en effet développer ces structures intermédiaires pour désengorger l'hôpital (*lire ci-dessous*). Les défis liés au vieillissement de la population obligent les autorités et les professionnels à revoir leur approche de la santé. Le futur centre de Plan-les-Ouates s'inscrit dans cette réflexion. Il pourrait bien jouer un rôle de pionnier.

À l'échelle du quartier

Avec ses 10 000 habitants à venir et toutes les infrastructures à créer, le secteur des Cherpines offre une occasion unique de repenser entièrement le bien-être d'une population. Car c'est bien cette mission que se donnera le futur pôle: offrir une palette de soins et de prestations sociales à l'échelle du quartier.

Deux médecins ont été mandatés pour réfléchir aux modalités de cette maison de santé évoluée: Idris Guessous, chef de service de la médecine de premiers recours aux HUG, et Philippe Schaller, fondateur de Cité générations à Onex.

L'offre de la structure à venir se calquera sur les besoins de la population. Pour identifier les carences dans le secteur, un diagnostic territorial est actuellement réalisé. De quoi s'agit-il? «Nous compilons toutes les informations et données disponibles sur le territoire concerné: la consommation de soins des habitants, les profils socio-économiques des ménages, le type d'habitat, les aides financières touchées, les facteurs de bruit et de pollution, les structures médicales existantes, etc.», détaille Idris Guessous. Comment procède-t-on lorsque le quartier n'est pas sorti de terre? «C'est un vrai défi, répond le spécialiste. Nous nous basons alors sur des simulations et les données des habitants les plus proches du futur quartier.»

Si rien n'est arrêté pour l'heure, le lieu pourrait notamment accueillir des antennes de l'Institution de maintien à domicile (Imad) et du planning familial, des sages-femmes, des pédiatres et des associations de prévention. «Des spécialistes de la médecine du sport pourraient également être intéressés compte tenu du nombre d'infrastructures sportives à venir dans le quartier», ajoute Fabienne Monbaron, maire de Plan-les-Ouates. L'aménagement de quelques chambres est par ailleurs envisagé pour des hospitalisations légères.

Associations impliquées

La nouvelle structure veut favoriser l'interdisciplinarité. Philippe Schaller prône des rapports horizontaux entre les acteurs impliqués. «L'idée est de réunir les habitants, les élus, les associations et les professionnels pour créer ensemble une dynamique de bien-être et de santé, argumente le médecin. Beaucoup de problèmes sociaux sont aujourd'hui traités dans les cabinets médicaux. Nous devons davantage travailler ensemble pour apporter des réponses adéquates à la population.» Quid du secret médical dans tout cela? «Le patient décidera lui-même de partager certaines informations ou non, répond Philippe Schaller. C'est souvent dans son intérêt que les renseignements sont échangés.»

Le médecin assure que la manière de prendre en charge les patients sera très différente dans cinq ans. Pour lui, ce changement doit également passer par un nouveau système de financement. Il milite pour des organisations et des soignants rémunérés pour leur mission et non au nombre d'actes médicaux réalisés.

D'autres projets en discussion à Genève

L'intérêt pour les maisons de santé dotée d'un volet social ne se limite pas aux Cherpines. Le Canton a initié au début de 2018 un groupe de travail à ce sujet. Un appel à projets a d'autre part été ouvert. Les dossiers sont évalués actuellement par la Direction générale de la santé. Parmi les conditions imposées par l'État, celle de réunir prestations sociales et médicales au sein de la même structure.

«Avec une seule porte d'accès pour des problématiques diverses, nous améliorons la prise en charge des patients», souligne Mauro Poggia, patron de la Santé. Pour le magistrat, ces structures intermédiaires permettent d'offrir des soins de proximité plus adaptés à une population vieillissante. Leurs coûts sont par ailleurs moindres qu'aux HUG. Selon le conseiller d'État, plusieurs maisons de santé pourraient voir le jour ces cinq prochaines années. Si le consensus est là, reste à trancher la question du financement. Les prestations sociales sont à la fois financées par le Canton et les communes. Où s'arrêtent les prérogatives de l'un et commencent celles des autres? «Il y aura des arbitrages à faire et le Canton devra certainement financer une partie du travail de coordination entre les services sociaux et médicaux qui n'ont pas de tarification Tarmed.»

Que pensent les HUG de la démarche? «Ils y sont très favorables, car ces centres sont complémentaires à leur activité, répond Nicolas De Saussure, porte-parole de l'institution. Ils permettent en particulier de favoriser le maintien à domicile et les soins ambulatoires afin d'éviter les hospitalisations inutiles.»

C.G. (TDG)